

**Constantin
Zurayk**

Un Arabe dans le siècle

**Fragments d'une
autobiographie**

Pour saluer l'édition des œuvres complètes de Constantin Zurayk, un des plus grands essayistes arabes de ce siècle (4 vol., Beyrouth, Markaz dirâsât al-wahda al-'arabiyya, Mu'assasat Shoman, 1994), nous publions de larges extraits de l'introduction du premier volume, dans laquelle il retrace son itinéraire intellectuel.

Les intitulés sont de la rédaction.

Traduit de l'arabe par Farouk Mardam-Bey.

[...]

Il me semble que la meilleure introduction à cet ensemble de textes est de souligner les idées qui les sous-tendent et qui se sont cristallisées au gré de mon évolution intellectuelle et de mon expérience professionnelle. Le lecteur retrouvera ces idées à plusieurs reprises. J'espère cependant que la répétition ne le rebutera pas, l'empêchant de saisir leur sens profond et de comprendre leur articulation. La présente introduction pourrait l'aider, bien que je n'y formule pas ma pensée exactement comme je le faisais dans mes livres, et cela en raison, d'une part, de l'économie générale de chacun d'eux et, d'autre part, de ma propre évolution. Les idées, par définition, sont sujettes à modification et à révision, et les miennes ne cessent jusqu'à présent d'évoluer dans mon esprit. De ce fait, la présentation que j'en donne ici correspond plus à ce que je pense actuellement. Mais je reste convaincu que la différence concerne la forme plutôt que le contenu.

I.

LES ANNÉES DE FORMATION

Je suis né à Damas en 1909, dans une famille de la classe moyenne, au sein d'une communauté chrétienne – la communauté grecque-orthodoxe – connue pour sa tolérance et sa disposition à collaborer avec les fidèles des autres religions ou les membres d'autres communautés, par souci de l'intérêt national. Notre famille – les Zurayk – habitait une vaste maison damascène. Chaque ménage avait ses propres chambres à coucher et sa salle à manger, mais partageait avec les autres la cour centrale, les *dîwâns*, les salons et les jardins. Lorsque cette maison devint trop étroite pour accueillir de façon harmonieuse toute la parentèle, mon père loua une maison pour sa petite famille, bien entendu moins vaste. L'une et l'autre de ces maisons étaient de toute façon très proches du

centre de la communauté orthodoxe, c'est-à-dire du siège du patriarcat et de la célèbre cathédrale. Elles jouxtaient en même temps un des quartiers de la majorité musulmane. Cette proximité de mes concitoyens musulmans que je côtoiais jour et nuit dans les sous-quartiers et les ruelles de la vieille ville, ainsi que mon « orthodoxie » paisible et tolérante, me protégeaient du fanatisme confessionnel et me prédisposaient au nationalisme laïque que j'allais plus tard adopter.

Les deux écoles dans lesquelles j'ai suivi des études primaires et secondaires appartenaient à la communauté grecque orthodoxe. Elles jouissaient, autant que les autres établissements de cette communauté, d'une ambiance libérale due aux positions des hauts dignitaires ecclésiastiques, et notamment le patriarche Grégorius IV Haddad, fort respecté par les oulémas et les hommes politiques musulmans. Les traditions administratives et pédagogiques de ces écoles y étaient aussi pour beaucoup. L'école secondaire, dite al-Asiyya, du nom du quartier où elle était située, était connue à Damas pour son sérieux, sa discipline et son patriotisme. C'est pourquoi elle était fréquentée par de nombreux élèves musulmans, dont nous partagions les mêmes bancs et la même cour de récréation. En général, les élèves ne cherchaient pas à se distinguer sur le plan de l'appartenance religieuse. Au contraire, de solides liens d'amitié, nés de la confiance mutuelle, se nouaient parfois entre eux, qui ont perduré dans la vie active.

A quoi s'ajoute que je suis né à Damas, une ville qui remonte à la plus haute antiquité et qui s'est surtout illustrée dans sa période arabe, à partir des Omeyyades. Damas est un vivant symbole de la gloire éblouissante des Arabes lors de leur première irruption dans l'Histoire, mais aussi un témoin de leur décadence après la décomposition de leur pouvoir et la stagnation de leur civilisation [...] La ville recommença à briller avec le réveil arabe, puis la révolte du chérif Hussein contre les Turcs en 1916, surtout lorsque l'armée conduite par l'émir Faysal fit son entrée en Syrie, suscitant dans tous les pays arabes un élan vers l'indépendance et l'unité.

Damas accueillit Faysal en octobre 1918 avec une extraordinaire ferveur. Des dirigeants

arabes, civils et militaires, y étaient alors présents, venant des diverses provinces syriennes, d'Irak et d'autres régions. Le 8 mars 1920, l'émir Faysal fut proclamé roi de Syrie par le Congrès syrien, et le premier gouvernement arabe fut formé à Damas, capitale de ce royaume. Mais l'espoir sera rapidement déçu, car les Alliés revinrent publiquement sur les promesses tenues aux Arabes pendant la guerre – d'ailleurs aussitôt trahies en secret par les accords Sykes-Picot. La Syrie et l'Irak finirent ainsi par être partagés sous forme de « mandats » entre les Britanniques et les Français, avec l'aval de la SDN qu'ils dominaient. L'armée du général Gouraud, qui se trouvait déjà au Liban, s'avanza vers Damas, mettant fin au gouvernement arabe de Faysal et installant le mandat français en Syrie. Quant aux Britanniques, ils prirent l'Irak et la Palestine, cette dernière devant abriter aussi, selon la déclaration de Lord Balfour (2 novembre 1917), ministre britannique des Affaires étrangères, un foyer national juif. Les Arabes ont été de la sorte terriblement frustrés de leurs espoirs, avec le sentiment qu'ils allaient avoir à subir de nouveaux malheurs et mener de nouveaux combats. Mais cette période si courte (1918-1920) au cours de laquelle ils connurent l'indépendance, restera gravée dans leur mémoire comme un moment de gloire. Pour ma part, le fait de l'avoir vécue dans mon enfance insuffla en moi un sentiment patriotique pur, tendu vers la liberté et l'indépendance et dénué de toute sorte de fanatisme religieux ou confessionnel.

Ayant obtenu en 1923 le diplôme de l'école al-Asiyya, j'ai pu bénéficier d'une bourse qui m'a permis de m'inscrire à l'université américaine de Beyrouth. J'y ai passé cinq années, de 1923 à 1928, l'une pour la dernière étape du cycle préparatoire et quatre à la faculté des lettres et des sciences. Cette période m'a profondément marqué sur les plans intellectuel et moral, et cela pour trois raisons fondamentales.

La première réside dans la nature de l'université américaine de Beyrouth à cette époque. L'université avait succédé au Collège syrien protestant créé en 1866 par un groupe d'évangélistes américains. Mais les responsables se sont rapide-

métier, ou plutôt cette mission, m'a donc permis de satisfaire mes quatre tendances, enseignement, recherche et formation, d'un côté ; éducation nationale, de l'autre. Dans ma vie et dans mes travaux, mes engagements scientifique et nationaliste allaient de pair. Ils n'étaient nullement contradictoires mais se renforçaient l'un l'autre [...].

II. LES IDÉES

La crise de la société humaine

Après cet exposé succinct des facteurs qui ont marqué ma vie, je passe à la présentation des principales idées contenues dans mes livres. Il va sans dire qu'il s'agira d'idées générales, et non de détails, et que je présenterai ces idées telles qu'elles s'enchaînent maintenant dans mon esprit, et non comme elles ont été élaborées, peu à peu, au cours de ma vie. Cette présentation pourrait faciliter au lecteur l'accès de mes livres, surtout *La Conscience nationale, Quel avenir ?, Ce siècle explosif, Exigences du futur arabe, De loin... et de près*, qui sont des recueils d'articles écrits dans des circonstances différentes...

a) La crise que connaît de nos jours la société humaine est probablement la plus grave de l'histoire. Et si les penseurs de notre temps divergent dans l'analyse qu'ils en font, ils s'accordent à reconnaître son extrême gravité et à appeler les dirigeants et les peuples à s'en préoccuper avant toute chose.

La crise se manifeste sous différentes formes : grandes et petites guerres ; violence ; développement effrayant des armes, conventionnelles ou non ; dislocation des systèmes économiques nationaux et régionaux, mais aussi au plan international ; dégradation générale de la morale ; fossé de plus en plus profond entre les riches et les pauvres, dans chaque pays et à l'échelle du monde ; surpopulation, gaspillage, destruction des équilibres naturels, etc. Mais elle a une seule et même origine : le décalage qui ne cesse de grandir entre l'immense progrès technique réalisé par l'homme et son incapacité à maîtriser ses

pulsions, notamment la domination et l'exploitation des autres, le déni de leurs droits et de leur dignité. Autrement dit, la crise provient du décalage entre le progrès technique industriel et celui de la raison et de l'éthique, ou encore entre l'efficience des moyens et l'insuffisance des fins, et même le retour au primitivisme... Les sociétés avancées qui dominent aujourd'hui le monde continuent de masquer leur voracité de mots d'ordre trompeurs, alors qu'elles n'ont rien changé de leur comportement vis-à-vis des plus faibles, ni dans leurs propres structures intimes ni dans les relations internationales [...].

La crise de la société arabe

Elle résulte des trois facteurs suivants :

1- La situation internationale, car nous sommes partie intégrante du monde contemporain, dont aucune partie, en raison des liens étroits qui les unissent dans un même devenir, ne peut plus se séparer des autres. Chaque problème arabe s'inscrit dans un contexte mondial, comme jamais auparavant. Et chaque peuple peut payer très cher l'ignorance de cette réalité.

2- Le sous-développement, qui est le lot des Arabes comme celui d'un grand nombre de pays, dits du « tiers-monde » pour les distinguer des pays du « premier monde », occidentaux ou occidentalisés, avec à leur tête les Etats-Unis, et les pays du « deuxième monde », qui n'existe plus depuis l'effondrement du communisme : certains pays qui en faisaient partie cherchent aujourd'hui à s'occidentaliser, alors que d'autres appartiennent au « tiers-monde ».

3- Notre propre situation, due à la géographie, aux ressources naturelles et humaines, à l'histoire et à l'expérience contemporaine.

Cette crise complexe et globale se manifeste sous différentes formes qu'on pourrait résumer, comme nous l'avons fait pour caractériser la crise mondiale, par l'incapacité des Arabes, aussi bien face aux Etats puissants, tendus avec un dynamisme inouï vers l'expansion et la domination, que devant le sionisme qui a spolié une partie importante du territoire arabe pour y établir un Etat étranger [...] Ils ne parviennent pas non plus à conserver leurs res-

sources naturelles et humaines et œuvrer à leur développement, ni à renforcer leurs liens avec les autres Etats et nations, ou encore à établir des liens solides entre les citoyens, coordonner les multiples potentialités des pays arabes, produire et créer comme l'exige notre temps afin de s'affirmer dans le concert mondial, voire de se protéger et survivre.

Personne ne peut nier les progrès enregistrés par la société arabe depuis la *Nahda* du XIX^e siècle : libération de la domination étrangère directe, développement des ressources naturelles par l'agriculture et l'industrie, augmentation du potentiel humain par la lutte contre la maladie et l'analphabétisme. Mais ces acquis sont peu de choses si l'on considère les pertes subies, à l'intérieur comme à l'extérieur, du fait de la corruption des régimes politiques, tant conservateurs que prétendument « révolutionnaires » ; à quoi s'ajoutent les conflits récurrents entre Etats, régimes, classes sociales, communautés, l'inexistence de liens de coopération entre les différentes composantes de notre société, le gaspillage honteux des ressources naturelles et humaines, et tant d'autres facteurs du sous-développement, incompatibles avec les exigences de notre époque. Et si nous n'évoquons pas ici les forces étrangères qui s'emploient à affaiblir notre société et à la bloquer, c'est parce que nous pensons, tout en reconnaissant la capacité de nuisance de ces forces, que les facteurs internes sont déterminants, dans la mesure où ils décident de la solidité des structures nationales et de l'engagement conséquent dans la voie du progrès.

La société arabe a donc besoin, en premier lieu, de passer de l'état d'« incapacité » à l'état de « capacité ». Chaque fois qu'elle parvient à réduire son impuissance, chaque fois qu'elle réussit à développer ses forces, elle fait un petit pas dans la bonne direction. Et la condition fondamentale de ce changement est de comprendre ce qu'est la « capacité » telle que nous l'entendons, surtout de nos jours.

Ce qui la distingue, d'abord, c'est qu'il ne s'agit pas d'une donnée naturelle, mais d'un fait humain. Elle ne dépend essentiellement ni de l'abondance des ressources naturelles, ni de la si-

tuation géographique ou des caractéristiques innées d'un peuple, mais de ses qualités humaines. Certains pays arabes disposent d'immenses ressources hydrauliques, pétrolières ou minières, ils jouissent tous d'une situation géographique privilégiée, mais rien de tout cela ne peut leur apporter le salut tant qu'ils manqueront de l'élément humain capable d'utiliser ces ressources à bon escient.

La « capacité » que nous appelons de nos vœux est fondée, d'autre part, sur la qualité et non sur la quantité. La force des hommes ne dépend pas de leur nombre ni de leur taux de croissance démographique, mais de leurs qualités acquises. Elle augmente à mesure qu'ils se libèrent de ce qui les bride, que ces entraves proviennent de l'extérieur ou de leurs propres handicaps. Il est une thèse fort répandue dans le monde arabe, selon laquelle la société israélienne, avec ses cinq millions d'individus, sera forcément vaincue par les deux cents millions d'Arabes qui l'entourent. C'est oublier qu'une croissance démographique galopante est un désavantage supplémentaire si elle n'est pas accompagnée d'un changement qualitatif assurant la libération, l'intégration et le progrès.

Enfin, la « capacité » est forcément interne : elle ne peut être octroyée de l'extérieur ; elle procède de la société et de l'Etat. Aucune société ne peut compter sur les accords, pactes et alliances conclus par l'Etat avec les grandes puissances, car celles-ci agissent en fonction de leurs intérêts et de leurs ambitions. C'est pourquoi tous les pays arabes dont la sécurité dépend de ces puissances – Etats-Unis, Russie, Europe – en paient un prix exorbitant, même s'ils parviennent à leurs fins dans le court terme. Certes, on pourrait nous opposer l'exemple d'Israël, dans la mesure où les sionistes ont réussi grâce aux grandes puissances (Grande-Bretagne, Etats-Unis, Occident en général), qui leur ont fourni une aide militaire, financière et politique. Mais cette aide n'aurait servi à rien sans la force intrinsèque dont disposaient les sionistes, grâce aux efforts qu'ils ont longtemps consentis pour consolider leurs structures internes et détenir des positions stratégiques au sein de ces Etats et sociétés.

Si nous avions à résumer ces caractéristiques par un mot, nous dirions que la « capacité » consiste en la libération de tout ce qui nous paralyse : libération de la domination étrangère ou locale par la lutte populaire, consciente et tenace ; de la toute-puissance de la nature par le progrès scientifique et technique ; des handicaps subjectifs par l'effort rationnel et l'éducation morale (bien plus noble et efficace que tout le reste). Cette libération est à la fois le moyen et le critère de la civilisation. Car il existe des relations organiques interactives entre le progrès, la libération et la civilisation, chacun de ces termes dépendant des deux autres. Ce sont ces acquis, en tout cas, qui constituent la capacité réelle d'une société donnée. Les efforts déployés pour y parvenir, qualitativement et quantitativement, sont la véritable « Mère des batailles ». Ces efforts se retrouvent dans tous les autres combats et en déterminent l'issue.

Aujourd'hui, l'aspect dominant de la « capacité » est évidemment le progrès scientifique et technique qui a atteint, dans les pays dominants, un seuil à la fois fascinant et terrible. Ces pays, qu'on appelle « grandes puissances » (avec à leur tête la superpuissance que sont les Etats-Unis) ou pays « riches », « avancés », « développés », par opposition aux pays « pauvres », « sous-développés » ou « en voie de développement », accusent cependant un grave déficit dans le troisième aspect que nous avons déjà évoqué, et qui est le plus important : l'élévation morale. C'est ce déficit qui caractérise la situation actuelle et la rend si chaotique et dangereuse.

Dans notre lutte de libération contre les ennemis à l'extérieur et à l'intérieur de nos frontières, nous avons toujours compté, et nous comptons toujours, sur l'affirmation de nos droits nationaux et humains bien plus que sur le développement de nos propres capacités. Or même si les puissants se réclament des principes proclamés par les grandes révolutions et prétendent défendre les droits de l'homme, aussi bien dans leurs guerres, grandes ou petites, que dans leurs politiques extérieures et intérieures, l'expérience récente prouve que le facteur déterminant n'est pas fondé sur les droits en tant que tels mais sur la capacité de les faire respecter ou de les recouvrer.

Le droit

L'exemple le plus frappant à cet égard nous est fourni par la question palestinienne. D'un point de vue objectif, les droits des Arabes palestiniens sont évidents, conformes aux principes reconnus par l'humanité au cours de ses luttes de libération et attestés par de nombreuses résolutions de l'ONU. Ce qui n'a pas empêché la violation de ces droits en raison de la division des Palestiniens et des Arabes et de leur incapacité face au sionisme et à Israël aussi bien qu'aux forces dominantes dans le monde d'aujourd'hui. Certes, il existe des hommes politiques et des journalistes qui, se disant neutres et objectifs, prétendent que ce qui rend le conflit arabo-sioniste particulièrement difficile, c'est qu'il oppose deux « droits » : droit des Palestiniens à la souveraineté et à l'autodétermination, et droit des Israéliens à retourner dans leur pays d'origine. Mais ce sont des paroles fallacieuses, car il s'agit en fait d'une lutte entre un droit incapable et inopérant et un non-droit affirmé par la force [...].

J'ai souvent attiré l'attention dans mes écrits et mes conférences sur la différence entre *avoir un droit* et *en être digne*. Le droit arabe ne sera défendu ou recouvré que le jour où nous le mériteron, c'est-à-dire lorsque nous aurons acquis par nos efforts, nos sacrifices et notre persévérance les moyens de le reconquérir et de le protéger.

Le nationalisme

La société arabe, comme les autres sociétés sous-développées, a résonné durant ce siècle de l'appel à se libérer du colonialisme et de ses relais, par la diffusion du sentiment patriotique et la consolidation des liens nationaux – langue, histoire, culture, intérêts présents et futurs... La configuration et le contenu de ce « nationalisme » n'ont pas été toujours les mêmes. D'un côté, en effet, il y eut un nationalisme égyptien (pharaonique), libanais (phénicien), syrien, irakien, maghrébin, arabe. D'un autre côté, la plupart des doctrines nationalistes se sont centrées sur la lutte contre la domination étrangère, sans se soucier

suffisamment de la construction intérieure. Elles se contentaient de revendiquer l'indépendance, parfois aussi l'unité nationale, croyant sans doute, par ignorance ou par inexpérience, que la réalisation de ces deux objectifs aboutirait inexorablement, sinon immédiatement, à la réforme sociale et à la « renaissance nationale ». Ce n'est que dans les années 30 que les mouvements nationalistes ont commencé à s'occuper d'économie, d'organisation sociale, de culture, et à les intégrer dans leurs visions et dans leurs chartes, sous des formes et à des moments différents.

Les textes inclus dans ce livre disent assez mon appartenance au courant nationaliste, à l'exclusion de tous les autres courants, comme le théocratisme, par exemple, ou le communisme. C'est un nationalisme qui englobe l'ensemble des peuples arabes, dans la perspective ambitieuse d'un renouveau de l'existence arabe tout entière. Je ne m'attarderai pas ici sur les divergences entre les tendances nationalistes qui se sont manifestées dans la société arabe, mais je voudrais expliciter ma propre conception du nationalisme en général, quels que soient son contour et son contenu, afin d'éclairer le lecteur sur les opinions que j'ai professées par la suite.

Le nationalisme est un phénomène récent. Il est né et a pris son essor dans un lieu précis et à un moment déterminé. Ce lieu, c'est l'Europe occidentale, et ce moment, l'époque « moderne », à partir de ses premiers balbutiements au XV^e siècle puis son démarrage foudroyant au XVII^e siècle. Les peuples européens s'y sont élevés pour revendiquer leurs droits matériels et moraux et pour ressusciter leurs patrimoines culturels. Ce qui les a dotés de nouvelles potentialités, investies dans deux directions parallèles. La première est la poursuite du « progrès », fruit de la « modernisation » ; la seconde, la colonisation du reste du monde, demeure étranger et au modernisme et à son corollaire : la cristallisation nationale.

Je m'oppose donc à ceux qui pensent que le nationalisme – quel qu'il soit – existe de tout temps et qu'il n'a cessé de distinguer les peuples à travers leur histoire. Dans l'Antiquité et au Moyen Age, il n'y avait certainement pas de liens « nationaux » au sens rigoureux du terme. Bien

entendu, les peuples étaient liés à une terre, un pays, une région, et ils exprimaient leur allégeance à des tribus ou à des races, par la guerre, notamment, et par l'exaltation de leurs différences linguistique ou culturelle. Nul doute aussi que les peuples qui existent aujourd'hui ont hérité des générations passées, d'une manière ou d'une autre, un certain nombre de caractéristiques. Mais cet héritage constitue tout au plus une « matière brute » dans le processus de formation de la nation, telle qu'on la connaît de nos jours, formation fondée sur l'unité nationale, facteur déterminant dans la singularisation des peuples, la dynamique de l'Histoire et l'engagement dans la voie du progrès.

D'où l'on conclut que la démarche nationale aboutit à mesure que le peuple qui s'y engage remplit les conditions nécessaires en matière d'émancipation et de civilisation. Certes, la formation nationale est en elle-même un facteur important dans le processus d'émancipation et de civilisation. Il est important de noter que ces deux acquis, comme d'ailleurs la formation nationale, ne s'obtiennent pas d'un seul coup, mais progressivement, à travers des ruptures et des reflux. De même, la nation résulte de toute une série de transformations et de révolutions sociales, économiques, mentales, politiques, avant d'être la cause et le moteur. Elle continue par la suite à marquer celles-ci et à subir leurs effets. Dans l'histoire européenne, les transformations les plus importantes furent la Renaissance (renaissance intellectuelle, littéraire et artistique), la Réforme (dans l'église), la révolution industrielle, l'éclosion et l'expansion de la démocratie, les révolutions américaine et française, ainsi que les évolutions successives qui ont changé la société et le gouvernement en Angleterre, étendant le règne de la loi et instaurant les droits de l'homme et du citoyen.

Des transformations nécessaires à la cristallisation d'une nation, on peut remarquer qu'elles sont :

a- humaines, en ce sens qu'elles ne résultent pas de caractéristiques naturelles, mais de la qualité des hommes que forges – et qui forgent – la société. Cette qualité, mesurée à la part acquise d'émancipation et de civilisation, est l'indice le

plus sûr de l'état de la société et de sa capacité à se constituer en nation.

b- acquises, c'est-à-dire obtenues non par prédestination ou héritage, mais par la conscience et l'effort. La qualité de cette acquisition et la façon d'y parvenir sont un autre indice de l'état de la société et de ses dispositions à devenir une nation.

c- diffusibles dans la société, n'étant pas l'apanage d'un groupe ou d'une communauté mais disponibles à tous. La vitalité de cette diffusion, malgré les blocages hérités du passé ou nouvellement dressés par les puissants, et par conséquent la valeur réelle de cette vitalité, est un autre indice de l'état de la société et de son aptitude à se constituer en nation.

Si le nationalisme, tel que nous le connaissons aujourd'hui, n'est pas né à l'aube des temps, il ne survivra pas non plus éternellement. Car la lutte pour l'émancipation et la civilisation aura dans l'avenir d'autres objectifs et prendra de nouvelles formes. Considérer le nationalisme, ou toute autre manifestation de cette lutte, comme un but en soi ou comme l'aboutissement de l'Histoire conduit à une sorte de paganisme, comparable par ses méfaits aux doctrines qui ont égaré bien des peuples pendant de longs siècles.

Malgré la persistance du nationalisme dans les sociétés avancées et l'engouement pour lui dans des sociétés sous-développées qui espèrent par son biais participer activement à l'histoire de notre temps, on perçoit plusieurs signes de son affaiblissement partout dans le monde, et ce, pour les raisons suivantes :

a- Le nationalisme a apporté aux sociétés avancées d'importants bénéfices économiques, sociaux et culturels, mais il a entraîné aussi, pour ces sociétés et pour d'autres, les pires catastrophes que l'humanité ait connues de toute son histoire. En déviant de ses objectifs initiaux, ceux de l'émancipation et de la civilisation, et des principes humanistes qu'il avait proclamés auparavant, le nationalisme a donné naissance au colonialisme, tendant à la subordination des peuples faibles et au pillage de leurs ressources [...] Mais ces méfaits ne se sont pas limités à cela : ils ont aussi atteint les sociétés avancées elles-mêmes, du fait du chauvinisme et du ra-

cisme qui en ont résulté, ainsi que des conflits entre des puissances coloniales et des guerres régionales et mondiales qu'elles ont menées, entraînant d'effroyables malheurs pour toute l'humanité. C'est ce qui a conduit, dans les sociétés avancées, beaucoup de penseurs libres à souligner les dangers de l'évolution en cours et à appeler à combler le fossé qui ne cessait de s'élargir entre les différentes sociétés et au sein de chacune d'elles, en vue de leur intégration dans un même projet.

b- Il est à noter de nos jours le retour sur le devant de la scène des tendances pré-nationales – tels que le tribalisme, le racisme, le confessionnalisme – que l'idée nationale était supposée avoir dissoutes dans des entités intégrées [...] et cela même dans les sociétés occidentales qui ont élaboré l'idée nationale et se sont reconstituées sur son socle.

c- Parallèlement, les progrès scientifiques et techniques, notamment la révolution des communications, sont en train d'abolir les frontières entre toutes les sociétés humaines dans un monde qui est devenu un village planétaire, lui-même intégré dans un système cosmique de plus en plus étendu. Ce qui appelle au dépassement des anciennes allégeances, pré-nationales et nationales, avec les antagonismes qu'elles induisent, pour une nouvelle allégeance à l'humanité entière, garantissant à la fois l'harmonie et la différence.

Conscient de ces nouvelles données, tout en les situant dans l'Histoire, comme m'y obligent d'ailleurs mes occupations professionnelles, je crois que le système national, dans sa forme actuelle, n'est pas éternel et que toute conception qui n'en tient pas compte finit par le dévitaliser et le fossiliser [...] Ce système a tenté jadis – et plus ou moins réussi – à intégrer dans son sein les anciennes allégeances, qu'elles fussent étroites (comme l'attachement à la tribu, à la communauté et à la région) ou élargies (comme les liens religieux ou l'appartenance de classe). On peut espérer que le système qui naît aujourd'hui sous nos yeux pourra concilier les appartenances multiples qu'il recèle, nationales ou non, en un ensemble vivant et harmonieux. En attendant, le nationalisme reste pour les sociétés

sous-développées ce qu'il a été pour les sociétés avancées : un système qui tend à transcender les tendances centrifuges et à créer à partir d'elles une entité unique, capable de défendre la société des menaces extérieures et intérieures qui pèsent sur elle et de mobiliser ses potentialités dans la voie du progrès.

Le nationalisme arabe

J'en arrive maintenant à la doctrine nationaliste qui se trouve au cœur de ma pensée et de ma vie, je veux dire le nationalisme arabe. Je m'y suis engagé parce que toutes mes recherches historiques et mes analyses des événements que j'ai vécus m'ont convaincu des deux points suivants : le premier, c'est que les caractéristiques géographiques, historiques et culturelles des peuples arabes, ainsi que leurs ressources naturelles et humaines, leurs intérêts communs au présent et dans l'avenir, les disposent à s'unir pour faire face à la domination étrangère, ouvrir à chacun d'eux et à eux tous la voie du progrès et leur permettre de jouer un rôle actif dans le concert des nations ; le second, c'est que notre époque exige de tous les peuples, pour qu'ils puissent exister et se singulariser, de s'organiser en de grands ensembles aux ressources riches et variées.

J'ai déjà dit que j'ai passé ma jeunesse, du début des années 20 jusqu'au début de la Deuxième Guerre mondiale, dans une ambiance fortement marquée par le nationalisme. Parmi les élites et dans la rue, s'opposaient les courants particularistes, comme le phénicisme au Liban, le pharaonisme en Egypte, le nationalisme pan-syrien d'Antoun Saadé, et ceux qui avaient une visée panarabe, tels que la Ligue d'action nationale en Syrie et au Liban, les clubs Jawwal et Muthanna en Irak, et, plus tard, le Mouvement des nationalistes arabes, né à l'université américaine de Beyrouth, avant de s'implanter dans plusieurs pays et de contribuer notamment à la lutte palestinienne, ou encore le parti Baas qui jouera un rôle déterminant en Syrie et en Irak. Ces tendances panarabes ont préparé le terrain à l'immense vague nationaliste lancée par le président Nasser, dont l'impact, en retour, sur le

MNA et le Baas, doit être aussi souligné. Au Liban, en particulier, à cause de son régime libéral, sa situation géographique et son ouverture sur les autres pays arabes, les courants nationalistes occupaient le scène, et je me souviens des débats qui m'ont souvent opposé à Antoun Saadé. Au début des années 30, après avoir échoué à diffuser sa doctrine en Syrie et à y construire un parti politique nationaliste, il s'était installé au Liban, en concentrant ses efforts sur l'université américaine et les milieux qui gravitaient autour d'elle. Nous eûmes de longues et nombreuses discussions, parfois vives, tant à l'université que dans son hameau de Dhour Choueir, mais il n'a jamais réussi à me convaincre de sa doctrine et je ne suis pas parvenu non plus à infléchir ses positions. J'ai eu aussi des échanges avec les universitaires et les hommes politiques tenant du phénicisme, toujours sans résultat.

Quant à mes débats avec les arabistes, adeptes du nationalisme arabe, j'y insistais sur trois points fondamentaux.

Le premier consiste à distinguer le nationalisme arabe de l'islam. Je dis bien distinguer et non opposer, car ils tendent, l'un et l'autre, en leur essence, vers un seul objectif, à savoir libérer l'homme et le citoyen de la domination qui s'exerce sur eux et de leurs propres défauts. L'islam, comme toutes les religions universalistes, est une source spirituelle où le nationalisme arabe en particulier devrait puiser pour se fortifier et s'élever. Mais les changements qu'a connu le monde dans les temps modernes, et qui ont favorisé les constructions nationales, ont en même temps repoussé tout régime politique théocratique, afin d'assurer l'égalité entre les citoyens. Les régimes théocratiques, fondés sur la Révélation, s'adressent aux sociétés d'en haut, alors que les régimes nationaux tentent de les édifier de bas en haut, c'est-à-dire qu'ils viennent du peuple, tiennent par le peuple et œuvrent pour le peuple, considéré comme la source du pouvoir politique et le moteur de l'émancipation et du progrès. Lorsque les individus qui le composent se libèrent de leurs défauts, grâce à leurs croyances religieuses et s'élèvent psychologiquement et moralement, il en tire le plus grand

bien, à condition que les autorités religieuses se maintiennent dans le domaine qui est le leur et ne cherchent pas à exercer un pouvoir politique. Autrement, il n'y a plus d'égalité des citoyens devant la loi ; or c'est bien là que réside le principe fondateur du nationalisme et de la construction nationale.

Le deuxième point sur lequel j'insiste dans mes échanges avec les nationalistes arabes, c'est que l'idée nationale doit avoir un contenu économique, social et culturel. Car le nationalisme authentique n'est pas seulement une doctrine politique mais un mouvement tendu vers une libération du peuple dans tous les domaines, le débarrassant des forces intérieures et extérieures qui l'oppriment et substituant au sous-développement, à la passivité et au suivisme le progrès, le dynamisme et la souveraineté. Cette conception globalisante apparaît clairement dans le « Livre rouge » que j'ai écrit avec d'autres penseurs et militants nationalistes et qui est devenu la charte d'un courant présent dans plusieurs pays arabes. Parmi ceux qui l'ont défendu et diffusé, certains sont morts dans l'action et d'autres continuent à s'en réclamer avec ténacité. La même conception se retrouve dans mes autres écrits et conférences, dont celles que j'ai prononcé, sur leur demande, devant un groupe d'étudiants de l'université américaine de Beyrouth ; elle était aussi au cœur de débats auxquels je prenais part tant elle fixait mes rêves et mes craintes.

Le troisième point provient de la conviction que l'arabisme doit être élaboré sur le plan intellectuel, puis ancré dans les esprits et solidement implanté dans les sociétés avant d'essayer de le traduire sur le plan politique. En effet, chaque fois qu'il a été imposé d'en haut par le pouvoir, les civils sont devenus le jouet des militaires, prêtant leur nom à un régime où ils n'ont pas la moindre prérogative. Et ils ont dû accepter sans broncher la ruine de leurs idéaux et la désintégration de leurs sociétés, quand ils ne se sont pas eux-mêmes complu dans la corruption.

Mais ce qui distingue par-dessus tout ma conception du nationalisme arabe de celle de beaucoup de ses adeptes, c'est que je crois que

la « nation » arabe n'existe pas encore effectivement, et même qu'elle n'a jamais existé, dans l'acception moderne du mot nation. Ce qui existait dans notre histoire, et ce qui se manifeste aujourd'hui sous nos yeux, consiste en un ensemble d'éléments susceptibles de donner naissance à une nation arabe vivante et dynamique, à condition que nous puissions les adapter et les développer selon les exigences de notre temps. J'ai souvent dit et écrit que la « nation arabe » existe *en puissance*, c'est-à-dire comme potentialité, et non *en acte*. Ce qui me ramène à mon propos général sur le nationalisme, lorsque j'ai affirmé qu'il n'a pas existé de tout temps et qu'il ne restera pas indéfiniment sous la forme que nous lui connaissons. Il s'agit d'une halte parmi d'autres dans l'histoire des hommes, un mouvement évolutif et évolutionniste, dont la qualité et l'étendue dépend de la conscience qu'en ont ses promoteurs. [...]

Quoi qu'il en soit, je pense que le nationalisme, qu'il soit panarabe ou limité aux frontières de tel ou tel Etat, n'est pas le but ultime. C'est une voie encore ouverte aux sociétés qui aspirent à vivre et à créer. L'objectif réel est le progrès de la civilisation, concrétisé par l'acquisition des valeurs humanistes. Peut-être faudrait-il d'ailleurs dire élévation plutôt que progrès, car ce dernier pourrait toucher un secteur de la vie sociale au détriment des autres, comme nous le constatons dans les sociétés avancées et dans les mouvements progressistes, alors que j'entends par élévation un mouvement qui tire la société vers le haut, toujours plus haut dans l'échelle des valeurs humanistes, dont le contenu est d'abord, comme je l'ai signalé, mental et éthique.

Mes écrits sur le nationalisme ont toujours eu pour contenu l'émancipation et la civilisation, ce qui m'a conduit à me soucier davantage des problématiques de celles-ci. Mon livre *Dans la bataille pour la civilisation* en témoigne, mais aussi pratiquement tous mes textes.

[...]

—C. Z.